



N3-00320
956299
Hist Géo G

Code épreuve : 265

Nombre de pages : 6

Session : 2020

Épreuve de : Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

Consignes

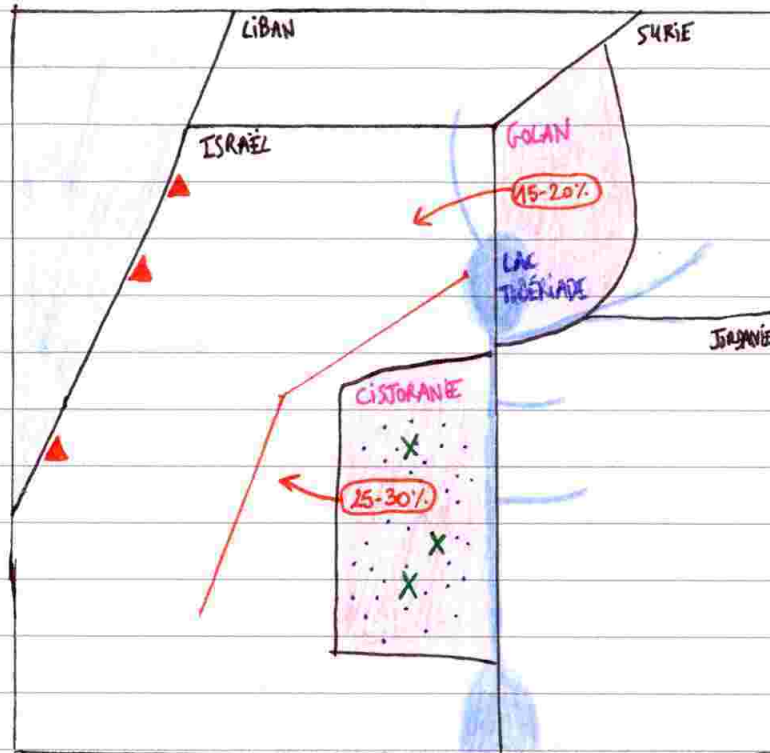
- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

En Juin 2020, la Libye a été le théâtre d'un affrontement rappelant les conflits de la Guerre Froide. Les deux forces locales (l'une à l'Ouest basée à Tripoli et l'autre à l'Est établie à Benghazi) se sont opposées, soutenues chacune par des grandes puissances régionales. Lors de cet affrontement des tensions ont fait surface entre la Turquie soutenant l'Ouest et la France apportant, plus discrètement, son aide à l'Est ; notamment lorsqu'une frégate française a été acquise par cible par un navire turque, pays normalement allié à la France dans le cadre de l'OTAN. Cet événement montre que le bassin méditerranéen est un espace à la fois instable et source de tensions internationales. En effet, depuis la fin de la Guerre Froide avec la dissolution de l'URSS en 1992, la région a connu différentes crises régionales et internationales. Le terme crise provient du grec "krisis" qui signifie "jugement" et désigne donc une période de mutation dans laquelle les acteurs doivent prendre une décision afin d'éviter une issue catastrophique. Que ce soient la guerre des Balkans ou les Printemps arabes, le pourtour méditerranéen des crises variées. On remarque également que ces situations critiques constituent des espaces favorables à l'opposition d'acteurs internationaux (États et organisations régionales ou internationales) pour l'obtention de partenariats stratégiques, de ressources vitales... Ainsi, s'il y a une corrélation évidente entre l'instabilité de la région et son caractère propice à des rivalités diverses, on peut se demander : quel est le lien entre les crises méditerranéennes et l'opposition des puissances internationales dans la région ? Dans un premier temps, il semble que la tendance à l'ingérence, ou du moins l'influence, soit due à l'instabilité sociale et politique des pays de la région. Cependant, force est de remarquer que les rivalités internationales sont un facteur déstabilisateur capable de déclencher des crises.

Le bassin méditerranéen peut être divisé en 3 grandes aires aux propriétés économiques, culturelles et politiques différentes. La première est l'Europe de l'Union européenne, zone développée économiquement, démocratique et dont certains pays sont des puissances

régionales, comme la France, l'Italie, l'Espagne... L'Europe de l'Est s'en distingue par son faible développement économique lié à la Guerre Froide. Finalement, au sud, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient forment la dernière région et se caractérise par des situations nationales très variées: démocratie stable en Israël, régime monarchique fort au Maroc, démocratie autocratique autoritaire en Turquie, régimes instables en Libye, Syrie et Égypte... De cette hétérogénéité des États, naît des rapports de forces. Toutefois, ces rapports de force se cristallisent avant tout dans les espaces critiques car les enjeux y sont plus grands. Ainsi, par exemple, lors de l'implosion de la Yougoslavie en 1991, la situation a rapidement dégénéré en guerres de sécessions, épuration ethniques... les États-Unis en ont alors profité pour étendre leur influence en intervenant militairement en Bosnie, Macédoine et au Monténégro entre 1993 et 1999. L'intervention américaine révéle la politique d'influence que mène les États-Unis au lendemain de la Guerre Froide: le pays profite de la chute de l'URSS pour étendre son influence vers l'Europe de l'Est. Car cette région est stratégique, comme le montre Zbigniew Brzezinski dans le Grand Échiquier en 1987, dans laquelle il décrit la région comme le pivot du monde ou déjà avant lui Halford Mackinder pour qui la nation qui contrôle l'Europe de l'Est contrôle le Heartland et donc l'Éle-monde (constituée de l'Afrique, l'Asie et l'Europe). D'ailleurs, si la région est désormais relativement plus stable politiquement ("relativement" car le Kosovo n'est pas encore reconnu par la communauté internationale et la Transnistrie réclame son indépendance), elle reste encore fragile économiquement, ce qui explique pourquoi les États-Unis s'y intéressent encore. Trump s'est notamment investi dans l'Initiative des trois mers (constituée de 12 pays) car il souhaite exporter du gaz de schiste vers les pays de la région à travers le Iran Adriatic Pipeline, encore en projet. Cependant, l'instabilité économique est bien vectrice de rivalité internationale car la Russie (soutenue par l'Allemagne et l'Autriche) souhaite concrétiser le projet Nord Stream II afin d'exporter son propre gaz. Ainsi, l'instabilité politique ou économique facilite les politiques d'influence des puissances internationales, qui entrent alors en rivalité. Et ces rivalités atteignent leur paroxysme dans les périodes de crise, comme en Syrie par exemple, où les forces rebelles soutenues par les puissances occidentales sont confrontées aux armées russes qui soutiennent Bachar Al-Assad et turques qui attaquent les Kurdes au Nord du pays. On peut se demander pourquoi les puissances internationales profitent des périodes de crise pour s'opposer. La première raison est que cela permet d'éviter les conflits directs et donc une escalade de tension pouvant aboutir à une guerre de grande

amplifié. En effet, dans la même logique que l'opposition entre les Etats-Unis et l'URSS lors de la Guerre Froide, c'est aujourd'hui l'Arabie Saoudite et la Turquie qui s'opposent en liban à travers les deux camps politiques libanais. Ensuite, les crises sont propres aux changements politiques et donc les rivalités internationales expriment des préférences politiques comme au Liban où l'Iran défend son allié chiite de Hezbollah et l'Arabie Saoudite soutient la partie sunnite. Finalement, la dernière raison peut être l'acquisition de matières premières, comme en Palestine, où l'Israël mène une politique invasive, à travers l'annexion du plateau du Golan ou la colonisation de la Cisjordanie, afin de pouvoir récupérer les eaux du Lac Tibériade et des nappes phréatiques.



- I- Israël est un pays sous tension
 - ▲ usines de dessalement pour combler le manque d'eau
 - X tensions avec l'OLP
- II- Profite de la faiblesse des ses voisins pour palier à son stress hydrique
- GOLAN** zones annexées aux colonies
- Aqueduc National
- ⋯ nappes phréatiques exploitées
- (25-30%)** part des eaux de la région dans la consommation d'eau d'Israël.

Ainsi, si les rivalités internationales se cristallisent dans les périodes de crises, c'est parce que les enjeux sont plus grands et plus facilement accessibles, du fait de l'instabilité. Les puissances internationales ont tendance à intervenir dans la région pour mettre en place un régime politique qui leur convient, mettre la main sur des richesses naturelles, ou simplement exprimer leur différent idéologique de manière indirecte. Toutefois, le lien de causalité peut être inversé et on peut considérer que les crises sont causées par les rivalités internationales.

Le bassin méditerranéen est le berceau d'affrontement séculaires qui opposent de grandes civilisations. Dès le VIII^e siècle avant notre ère, les Grecs colonisent le pourtour de la Méditerranée. Puis, les oppositions entre l'Empire perse et les Cités grecques, entre l'Empire romain et Carthage, entre les Royaumes chrétiens d'Europe et les Califats musulmans... ont marqué la région et constitué son histoire. Cette logique d'affrontement inter-étatique est donc profondément ancrée dans les pays du bassin méditerranéen et peut être

la cause à part entière des crises qu'ils connaissent. Si les rivalités interétatiques n'ont jamais réellement un effet déclencheur, elles peuvent fortement aggraver la situation politique et sociale au point de transformer une zone d'instabilité en zone de crise. En Libye par exemple, si la situation entre Kadhafi et son peuple était déjà envenimée, l'intervention de la France, sur les ordres du président Nicolas Sarkozy, est responsable de la situation critique dans laquelle se trouve aujourd'hui le pays qui est accablé par les mouvements islamistes, les mafias organisant l'immigration clandestine et de l'esclavage, le commerce d'armes venant de l'arsenal du gouvernement... De même en Syrie, l'opposition des puissances régionales maintient le statut quo entre les rebelles et le gouvernement donc la situation civile se détériore, ce qui donna lieu en 2015 à la crise migratoire pendant laquelle l'Union Européenne a dû traiter 1,3 million de demandes d'asile. Ainsi, en voulant tirer parti des crises nationales, les puissances internationales décuplent les problèmes sociaux, politiques et économiques. Cela s'est remarqué par exemple lors des printemps arabes qui ont débuté en 2011. En effet, les révoltes populaires ont eu lieu en Tunisie, avant de se propager dans l'ensemble des pays d'Afrique du Nord, mais elles n'ont pas déclenché de crises majeures dans les pays comme le Maroc, l'Algérie ou la Tunisie. Cela peut s'expliquer par le fait qu'aucune puissance étrangère n'a interféré dans le processus. Cette hypothèse semble être confirmée par le fait que l'Égypte a quant à elle connu une vraie crise politique et économique avec la révolte de Mohamed Morsi et de manière corrélatrice, elle a vraisemblablement subie l'influence de pays comme le Qatar, qui finance les Frères Musulmans. Dès lors, si la situation de crise est facilement exploitable par les puissances régionales, elle est souvent déclenchée par eux-mêmes. On peut alors se demander quelle est la cause originelle des rivalités internationales. Tout d'abord on peut remarquer des problèmes frontaliers dans différents parties de la Méditerranée. Entre l'Espagne et le Royaume-Uni par Gibraltar. Entre la Chypre du Nord et la Chypre du Sud. Entre Israël et la Palestine. Mais aussi des litiges frontaliers maritimes comme entre la Turquie et la Grèce ou le Liban et Israël. Ensuite, il y a des causes idéologiques, comme l'intervention de la France en Libye qui s'est faite au nom de la défense des droits de l'homme. Et finalement, la logique de rivalité historique semble être en œuvre dans plusieurs oppositions. Erdogan par exemple semble vouloir marcher sur les pas de l'Empire Ottoman à travers son positionnement stratégique en Libye et sa politique d'influence en Europe (intendes écoles coraniques, de mouvements islamiques dans les Balkans...). La Russie également renoue depuis 2015 avec l'extension de l'Empire tsariste vers les mers chaudes à travers son intervention en Syrie, mais aussi en Libye. Nous venons de voir que les crises et les rivalités internationales sont étroitement liées, chacune nourrissant l'autre. Cependant, Antonio Gramsci, politicien et politologue du XIX^e siècle disait à propos des crises : "le vieux monde meurt, le nouveau monde tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur hantent les monstres". Ainsi, les crises engendrent des

Code épreuve : 265

Nombre de pages : 6

Session : 2020

Épreuve de : HGGMC

Consignes

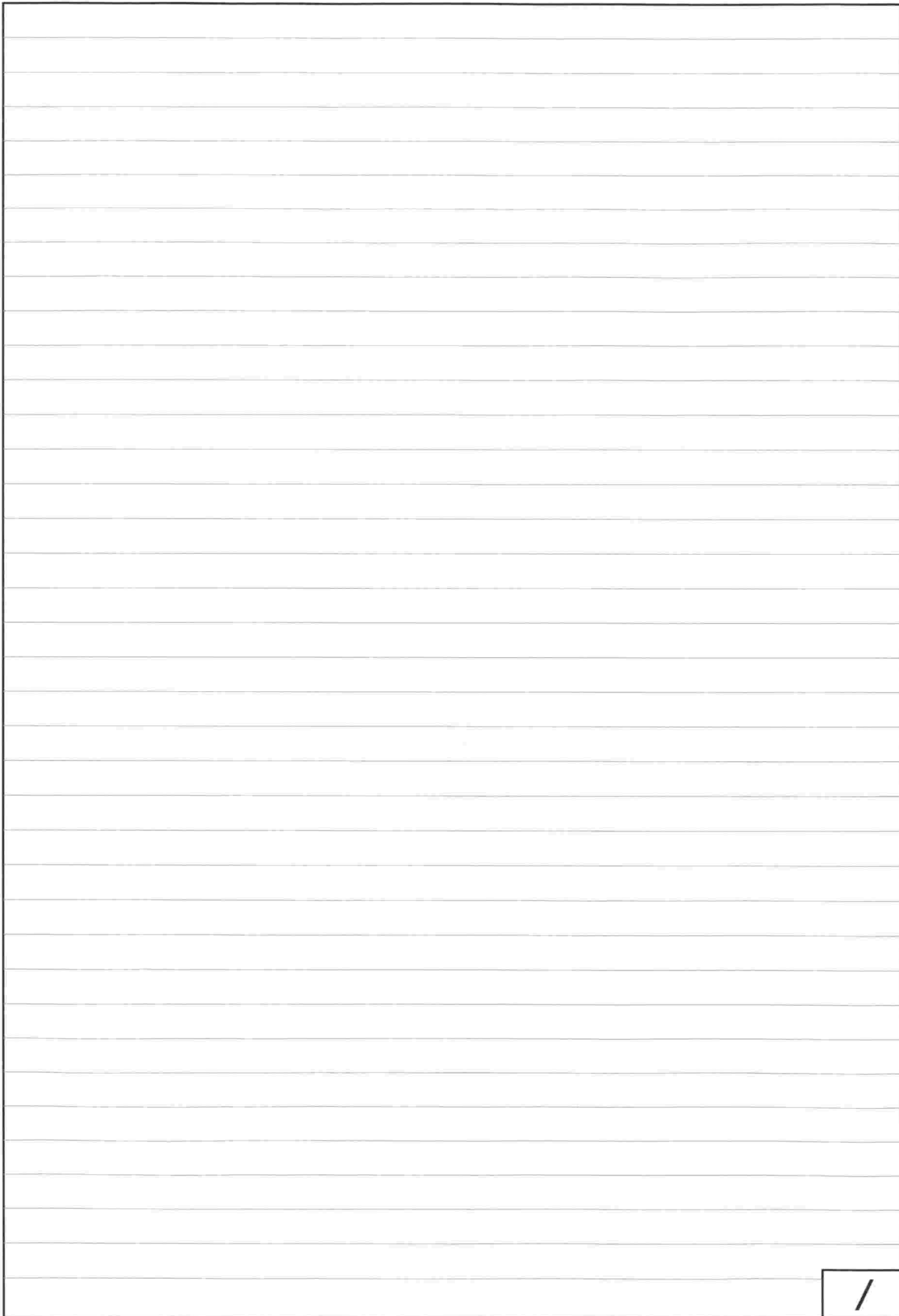
- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

monstrueuses comme la crise migratoire qui a causé plus de 800 morts dans le Méditerranée ou l'établissement de groupes terroristes au Moyen-Orient et en Afrique. Les puissances internationales et notamment régionales sont donc contraintes de coopérer afin de limiter les conséquences négatives des crises et éviter leur propagation. Cependant, cette coopération se fait paradoxalement avec un maintien des rivalités.

Le bassin méditerranéen est un espace de crises à causes des multiples raisons déjà évoquées. Ces crises représentent un danger pour l'ensemble des pays qui tentent de coopérer, tout en maintenant cependant leurs rapports de force. Cette coopération s'illustre à plusieurs niveaux dans le cadre de la gestion des flux migratoires. Le premier niveau est entre les pays de l'Union Européenne. Ceux-ci collaborent afin de limiter les conséquences négatives des crises migratoires. Ainsi, en 2013, le règlement de Dublin III permet de faciliter le traitement des demandes d'asile et la gestion des réfugiés. Toutefois, les rivalités entre pays européens restent vives, ce qui explique la construction d'un mur entre la Grèce et la Turquie en 2012 ou entre la Serbie et la Hongrie en 2015. Le deuxième niveau de coopération est entre les pays européens et ceux hors de l'Europe. En 2016, l'Union Européenne a signé un accord avec la Turquie afin d'obtenir de celle-ci qu'elle limite les flux de migrants contre un montant s'élevant jusqu'à 6 milliards d'euros. Cependant, encore une fois, les rivalités perdurent : la Turquie a menacé en 2018 de laisser passer tous les migrants vers l'Europe, déclenchant l'Ire de l'Union. Le dernier niveau est plus profond et s'attaque aux racines des problèmes migratoires. En effet, les migrations économiques représentent une part importante du phénomène migratoire ; les pays européens coopèrent donc avec les pays du pourtour méditerranéen afin d'accélérer leur développement économique. Dès 1995, le Processus de Barcelone est mis en place et ouvre le dialogue entre les pays européens et les pays arabes (et turcs). Il aboutit en 2005 à la création de l'EuroMed. Cette politique de dialogue et coopération révèle en réalité d'une diplomatie du chèque.

de la part des puissances européennes qui tentent de créer un espace économique prospère dans lequel les crises seraient rares. De même, de manière probablement incertaine, la Chine pourrait être un agent stabilisateur de la région. Effectivement, le projet One Belt One Road repose sur un grand nombre d'investissements qui pourraient accroître le développement économique de la région. D'autant plus que, comme le montrent Eric Mattet et Frédéric Lasserre dans la Belt and Road Initiative : un projet viable ?, le projet chinois n'est plus aussi hégémonique qu'auparavant et repose sur une coopération entre les États. Cette "BRI 2.0" comme ils le nomment pourrait donc venir en complément de la stratégie européenne. Arrivés qu'elle soit encore une fois l'occasion pour les puissances internationales de s'opposer, cette fois-ci sur le plan économique. Finalement, pour compléter cette partie, une autre crise qui menace les pays européens et aujourd'hui l'instabilité de l'Union européenne. L'Organisation connaît une crise presque ontologique depuis le Brexit et c'est encore une fois par la coopération que les pays européens peuvent espérer y mettre fin.

La Méditerranée reste aujourd'hui un espace conflictuel traversé par de nombreuses crises. À travers un double mouvement, les rivalités entre États se cristallisent dans les crises afin d'en tirer profit; et les crises sont aggravées par les interventions et l'influence étrangères. Dès lors, la coopération s'impose comme l'unique solution pour limiter à la fois les causes et les conséquences des conflits, mais elle reste compliquée car les tensions interétatiques sont toujours fortes. Toutefois, Natacha Ordioni écrit dans un article de 2011 à propos du terme de « crises » : " l'inflation de ses usages incarne notre inquiétude et notre incapacité croissante à comprendre le monde qui nous entoure ". La Méditerranée est évident un lieu où les civilisations s'opposent depuis toujours et les crises liées à ces oppositions en sont une résultante nécessaire. Aujourd'hui, l'usage du mot « crises » montre simplement que la multiplicité des acteurs rend notre compréhension des conflits plus difficile. Le bassin Méditerranéen n'est pas fondamentalement un espace de crises mais plutôt de mutation dans lequel les rapports de forces sont constamment modifiés. Actuellement, il n'y a pas de puissance hégémonique comme au XIX^e siècle, ce qui complique notre lecture des conflits.



Lined writing area with horizontal ruling lines.

